

*Questions orales*

● (1420)

ON DEMANDE UNE DÉCLARATION MINISTÉRIELLE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il conviendra sans doute que depuis trois ou quatre jours, la principale source d'information n'a été qu'un monologue de la part de son secrétaire de presse et non des renseignements fournis à la Chambre des communes.

Je voudrais demander au premier ministre s'il peut nous assurer qu'il est prêt à déposer les documents qui ont changé de mains cette semaine entre les représentants des États-Unis et du Canada et que demain à la Chambre, quand son secrétaire principal reviendra de Washington, le premier ministre ou l'un de ses ministres fera une déclaration pour nous exposer clairement la situation et nous dire si les négociations vont reprendre, quelle position le gouvernement canadien a adoptée en réponse à ces initiatives et quelles concessions ont été faites des deux côtés.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, soit dit en toute déférence envers mon directeur des communications, M. Phillips, il n'a pas été la principale source d'information à ce sujet. Il était là pour aider les médias en répondant à leurs questions.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, la ministre du Commerce extérieur, le vice-premier ministre et moi-même avons répondu aux demandes de renseignements à ce sujet pendant toute la semaine dernière. Nous n'avons pas hésité à fournir à mon collègue, ainsi qu'à tous les députés de la Chambre, tous les renseignements pertinents.

Mon collègue sait très bien que j'ai signalé à maintes reprises que nous fournirons en temps opportun tous les renseignements nécessaires pour prendre une décision en pleine connaissance de cause.

Pour le moment, des entretiens sont en cours à Washington et je sais qu'il ne veut pas risquer d'en compromettre le succès éventuel.

L'OBJECTIF DE LA DÉLÉGATION

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre. Étant donné qu'il n'est pas disposé à vraiment nous préciser les raisons de cette rencontre à laquelle participent son chef de cabinet et deux de ses ministres, et étant donné que la semaine dernière, le gouvernement a non seulement suspendu les pourparlers sur le libre-échange avec les États-Unis, mais qu'il a déclaré également que le Canada ne reviendrait pas à la table des négociations et que les États-Unis devraient dorénavant faire les premiers pas, que peuvent conclure les Canadiens en l'occurrence si ce n'est que les ministres canadiens et M. Derek Burney s'en vont à Washington dans le simple but de céder aux demandes essentielles des Américains?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gray (Windsor-Ouest):** N'est-ce pas là la seule conclusion raisonnable que les Canadiens peuvent tirer de cet étrange spectacle auquel se livre le gouvernement canadien?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, mon honorable collègue affirme que certains ministres ont dû se rendre à Washington. En fait, le ministre des Finances, le principal ministre du gouvernement, se trouve à Washington depuis quelques jours . . .

**M. Lapierre:** Pauvre Maz.

**M. Mulroney:** Étant donné ce qu'on a appris . . .

**Une voix:** Vous avez perdu votre place, Maz.

**M. Mulroney:** Si mes collègues veulent bien écouter la réponse—je tiens à préciser qu'en fonction de ce que nous avons appris des Américains, on a jugé bon de demander au ministre des Finances de demeurer à Washington, afin d'écouter leur point de vue.

La ministre du Commerce extérieur se trouve là également, à l'instar du chef de cabinet du premier ministre, et je ne crois pas que mon honorable collègue trouve quoi que ce soit à redire aux mesures que nous prenons, afin de répondre à une initiative du gouvernement américain, car cela pourrait se révéler utile à ce stade-ci.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

**L'hon. Herb Gray (Windsor-Ouest):** Monsieur le Président, la seule initiative du gouvernement américain n'a-t-elle pas consisté à faire parvenir au gouvernement canadien, à la fin de la semaine dernière, une lettre de deux pages que M. Simon Reisman a qualifiée de tout à fait inacceptable, après l'avoir examinée, car les Américains restent exactement sur la position qui a conduit à la suspension des pourparlers sur le libre-échange au départ?

Si c'est le cas, je voudrais demander au premier ministre, que le ministre des Finances se soit trouvé à Washington ou pas—il n'était là que pour assister aux réunions du Fonds monétaire international et rien de plus—s'il n'est pas vrai que le gouvernement canadien a décidé, chose qu'il s'était engagé à ne pas faire, de s'aplatir devant les Américains, afin de sauver ces pourparlers, dans un effort désespéré pour rétablir le peu de confiance qu'ont les gens dans le premier ministre en ce qui a trait à cette initiative sur le libre-échange, qui est un échec, qui est inutile et qui, en définitive, va causer du tort au Canada.

● (1425)

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, nous savons tous à quel point le ministre a une vive antipathie pour les États-Unis. Nous n'ignorons pas que l'anti-américanisme de ce représentant du parti libéral ressort dans toutes les déclarations qu'il fait. Or, ce n'est pas là la position de notre gouvernement et ce ne sont pas là les véritables sentiments des Canadiens.

Nous ne négocions pas avec les Américains comme s'il s'agissait d'une puissance étrangère hostile, contrairement à ce qu'il voudrait. Il s'agit d'une négociation entre deux pays souverains qui tend à conclure ce que nous croyons être un accord international important sur le plan commercial.